

# Wandycz, Piotr

---

## La Pologne dans ses relations internationales

---

Organon 28 30, 49-77

---

1999 2001

Artykuł umieszczony jest w kolekcji cyfrowej Bazhum, gromadzącej zawartość polskich czasopism humanistycznych i społecznych tworzonej przez Muzeum Historii Polski w ramach prac podejmowanych na rzecz zapewnienia otwartego, powszechnego i trwałego dostępu do polskiego dorobku naukowego i kulturalnego.

Artykuł został zdigitalizowany i opracowany do udostępnienia w internecie ze środków specjalnych MNiSW dzięki Wydziałowi Historycznemu Uniwersytetu Warszawskiego.

Tekst jest udostępniony do wykorzystania w ramach dozwolonego użytku.



*Piotr Wandycz (USA)*

## LA POLOGNE DANS SES RELATIONS INTERNATIONALES

„On peut presque tout faire avec l’histoire – écrivait un historien tchèque connu, Frantisek Graus – sauf la fuir”<sup>1</sup>. Regardant la problématique polonaise dans les relations internationales au XXe siècle il n’est pas possible de se limiter à la période 1918–1989 car le conditionnement de la politique étrangère polonaise et aussi son appréciation sont inextricablement liés au passé. Jetons donc un regard en arrière en cherchant des clefs pour comprendre notre temps.

### **La Pologne en Europe – traditions**

Lord Palmerstone, un homme d’état britannique au XIXe siècle avait coutume de dire que l’Angleterre n’a pas d’ennemis permanents, elle n’a que des intérêts permanents. Difficile d’imaginer plus grand contraste avec la Pologne où sévissait l’idée qu’elle avait des ennemis éternels et dont les intérêts semblaient changer selon les conjonctures du moment. Dans une grande partie cette idée avait un élément stable, à savoir la situation géographique<sup>2</sup>: le manque de frontières naturelles garantissant la sécurité du pays et l’avidité des voisins menaçant l’Etat. Conséquemment, dans notre politique étrangère on peut observer la fluctuation alternative des orientations à longue échéance: occidentale ou orientale. Je pense notamment à ce qu’on a appelé l’Idée des Piast et l’Idée des Jagellons, auxquelles nous faisons appel encore aujourd’hui, à la fin du XXe siècle, sans d’ailleurs nous rendre bien compte de ce que ces idées, appelées ainsi ex post, représentaient en vérité.

---

<sup>1</sup> *Nase ziva a mrtva minulost*, Praha 1968, p. 8.

<sup>2</sup> Déjà Stanisław Staszic (1755–1826) constatait „Il n’y a pas en Europe d’autre pays qui soit aussi mal situé que la Pologne” dans „Avertissement à la Pologne” cité d’après Janusz Tazbir *Rzeczpospolita i świat (La République et le Monde)*, Wrocław 1971, p. 69.

Les généralisations cependant, surtout quand elles invoquent le déterminisme géographique ou géopolitique, ne peuvent être admises qu'avec quelques corrections. Nul doute que les frontières ouvertes sont difficiles à défendre. Pourtant, quand on regarde la Prusse qui non seulement était dépourvue de frontières naturelles mais territorialement ne formait pas un bloc uni, ce qui ne l'a pas empêché de devenir une grande puissance et d'unifier l'Allemagne – on voit bien qu'une situation géopolitique plus ou moins infortunée peut être tournée à l'avantage de l'Etat. Par ailleurs l'Espagne, idéalement semble-t-il située, car entourée des trois côtés par la mer et au nord par une chaîne de montagnes ne s'est pas gardée d'un processus de déclin assez semblable à celui de la Pologne. Joachim Lelewel l'avait remarqué déjà au XIXe siècle. Après la chute du communisme en Pologne on essaya de nouveau de tisser quelques analogies avec l'Espagne après la mort de Franco, mais elles parurent peu convaincantes. Il est donc évident qu'en dehors de la géographie, d'autres éléments qu'il ne faut pas perdre de vue entrent en jeu.

La continuité du développement de la Grande-Bretagne laquelle – comme je l'ai déjà souligné – contraste avec les solutions de cette continuité en Pologne, résulte de l'heureuse conjonction de plusieurs éléments. En bref: la situation géographique, le régime intérieur et le développement économique. En tant qu'île elle était protégée des invasions, mais en même temps elle était suffisamment proche du continent pour pouvoir influencer sur les événements européens. A l'heure des découvertes d'outre-mer la petite Angleterre avec sa flotte au début peu importante commença à gagner la première place dans le processus de l'expansion. Les transformations du régime intérieur et le développement des structures socio-économiques dans le sens d'une élasticité plus grande que dans la plupart des pays européens permettait la participation de nouvelles forces et couches sociales. Grâce à ses deux révolutions au XVIIIe siècle la Grande-Bretagne évita au XIXe l'équivalent de la grande révolution française, le Printemps des Peuples et les tentations totalitaires au XXe. La politique étrangère de la Grande-Bretagne basait sur sa domination sur les mers, indispensable pour se maintenir au rang de grande puissance, sur ses capacités commerciales et financières, enfin sur des alliances changeantes, conclues et financées dans le seul but d'éviter que l'Europe ne se trouve placée sous l'hégémonie d'une seule puissance. C'était le fameux principe de l'équilibre des forces sur le continent. S'y ajoutait encore une attitude relativement conciliante que l'on appelait dans les années trente *appeasement*.

Or l'*appeasement* comme l'a démontré l'historien Paul Kennedy avait été de tout temps partie composante de la politique étrangère britannique, avec l'inclination au compromis et envie d'éviter les guerres<sup>3</sup>. Si dans les

<sup>3</sup> *The tradition of appeasement in British foreign policy 1865–1939*, in: Paul Kennedy, *Strategy and Diplomacy 1970–1945*, Aylesbury 1983.

années trente il fut assimilé à une politique de l'autruche et honni comme moralement inacceptable, c'est qu'il était pratiqué envers Hitler et Mussolini.

Si nous admettons ces principes de la politique britannique, présentés très brièvement, nous devons convenir que les tentatives de comparer les expériences polonaises ou hongroises (dans le domaine de la démocratie parlementaire, par exemple) avec les anglaises sont bien trompeuses. La fascination qu'exerçait l'Angleterre sur l'Europe centrale et orientale, surtout au XIXe siècle, avait fini par estomper les différences fondamentales qui existaient et qui subsistent.

Dans l'Europe de l'ancien régime seuls les Pays-Bas et la déclinante Venise étaient des républiques (on comptait dans leurs rangs également la Pologne), dont l'importance dans le monde et la diplomatie étaient strictement liées à ce qu'on peut appeler la politique de l'expansion maritime et l'accumulation du capital productif. Partout ailleurs la politique étrangère était déterminée par la monarchie ce qui en faisait par excellence une politique dynastique. En Pologne elle fut pratiquée par les Piast et les Jagellons, puis s'y essayèrent, avec beaucoup moins de succès les Vasa et les Wettin. Les mariages entre les familles régnantes constituaient l'élément fondamental de cette politique. Pour en garantir le succès, il fallait veiller à ce que ces maisons régnantes eussent des descendants susceptibles d'occuper de nouveaux trônes quand l'occasion s'en présenterait. Cette politique fut menée à son apogée par les Habsbourg. Comme disait un aphorisme du temps: *Bella gerant alii, tu felix Austria nube* (Quand d'autres mènent des guerres, toi heureuse Autriche tu épouses) – en effet par des mariages réussis les Habsbourg ont occupé les trônes d'Espagne et d'Autriche, de Tchéquie et de Hongrie, des Pays-Bas et d'une partie de l'Italie. Ils ont créé un système de grande puissance en Europe et un empire s'étendant outremer au-dessus duquel, comme on disait, „le soleil ne se couchait jamais”.

Comme nous savons, les Jagellons n'ont pas réussi à suivre l'exemple des Habsbourg. Régnant dans la première moitié du XVIe siècle en Pologne, Lithuanie, Tchéquie et Hongrie – et ces trônes ne furent pas acquis par alliance mais par élections – ils conclurent en 1515 un „pacte de survivance” avec les Habsbourg. Au cas où une dynastie s'éteindrait, l'autre hériterait d'elle. En résultat, quand Louis II Jagellon, roi de Tchéquie et de Hongrie périt en 1526 sans laisser de lignée, sa veuve (une Habsbourg) permit aux Habsbourg de s'emparer des deux trônes. Ce qui jeta les bases du future empire austro-hongrois. Entre nous soit dit, la monarchie habsbourgeoise qui dura de 1526 à 1918 ne jouit pas d'une longévité plus grande que la République des Deux Nations (trois en fait) inaugurée par les Jagellons – de 1386 à 1795.

Revenons cependant à l'„idée des Piast” que l'on interprétait au XIXe et au XXe siècles comme une politique tendant à s'opposer à l'expansion orientale des Allemands, leur *Drang nach Osten*. Ce terme, forgé au XIXe

siècle devait illustrer la permanence du conflit avec les Allemands, ce que soulignait la synthèse publiée après la deuxième guerre mondiale sous le titre significatif: „Pologne – Allemagne. Dix siècles de luttes”<sup>4</sup>. Cette thèse ne trouve pas sa confirmation dans la réalité. On oublie souvent en effet que la frontière occidentale de la Pologne n’a pas bougé depuis des siècles. Au Moyen-Age la défense de l’indépendance polonaise devant les visées du Saint Empire Romain Germanique était un fait. Cependant la politique des Piast était changeante (Casimir le Rénovateur) et rivalisait souvent avec la Tchéquie, perçue comme l’antagoniste principal. On voit par là combien sont profondes les racines des différends polonais-tchèques au XXe siècle. Et autant les Tchèques perçoivent la tentative de Boleslas le Valeureux de s’emparer de Prague comme une manifestation de l’„impérialisme” polonais, pour user du langage contemporain, autant les Polonais considèrent l’expédition de Bretislav une cinquantaine d’années plus tard comme une invasion pure et simple. Peu nombreux sont ceux qui mettent l’accent sur les efforts entrepris en vue de créer un bloc slave, capable de s’opposer aux visées de l’empereur et à l’expansion des marches frontalières. Parmi les historiens tchèques il convient de mentionner ici Frantisek Dvornik. Le lecteur polonais pensera au roman de Antoni Golubiew „Boleslas le Valeureux”. N’oublions pas non plus que la première expansion sérieuse de la Pologne vers l’est date du temps de Casimir le Grand. Aurait-on affaire à un Piast rebelle à l’„idée des Piast”?

Quant à l’„idée des Jagellons” ne serait-elle qu’une tentative de continuation de la politique unioniste qui donna de si bons résultats en Lithuanie et plus tard en Livonie? Déjà à l’époque il y a des éléments du *wishfull thinking* quand on pense au plans d’une union avec la Moscovie. Une partie de la noblesse prenait au sérieux la candidature d’Yvan le Terrible au trône de Pologne, disant „si Yvan est comme Jagellon, nous serons bien avec lui”. L’idée „jagelonnienne”, nous l’interprétons aujourd’hui de préférence non pas tellement comme une politique orientée vers l’est ni même une expansion vers l’est, mais en tant que synonyme de la tolérance religieuse et nationale, avec cette réserve pourtant que la notion de „nation” doit être comprise autrement qu’elle ne l’est au XIXe et au XX siècles.

Revenons pourtant aux comparaisons de la Grande-Bretagne et de la Pologne dans notre recherche des causes du succès de l’une et de la chute de l’autre. Pendant que la petite Angleterre s’acheminait vers l’expansion maritimo-coloniale et l’évolution intérieure, la République s’est étendue sur la carte politique de l’Europe comme une puissance allant de la Baltique jusqu’à la Mer Noire. Mais était-elle une puissance réelle à l’échelle européenne? Dans la première moitié du XVIIe siècle la République ne le cédait par la superficie qu’à la Russie et la Turquie. Au point de vue de la popu-

<sup>4</sup> Sous la direction de Zygmunt Wojciechowski, Poznań 1945.

lation, elle occupait la septième place en Europe. Elle n'était pas aussi riche que les petits Pays-Bas ou la Grande-Bretagne en train de s'enrichir. La conviction selon laquelle l'exportation du blé polonais assurerait au pays le bien-être et une place importante en Europe s'est avérée illusoire à plus longue échéance. La Pologne grenier de l'Europe, la Pologne bastion de l'Occident (*antemurale Christianitatis*), la Pologne avec son régime mixte (*forma mixta*) que jalousait la noblesse des pays gouvernés absolument – voilà autant de mythes qui devaient jouer un rôle important dans notre imagination de la Pologne dans ses relations internationales. Hélas, l'exportation du blé polonais enrichissait surtout l'intermédiaire – Gdańsk – et conduisait à l'importation des objets de luxe plutôt qu'à l'accumulation du capital. La persuasion que l'Europe sera reconnaissante à la Pologne de la protéger de l'Orient – d'ailleurs la Hongrie et la Croatie prétendaient aussi au rôle d'*antemurale* – s'est avérée également illusoire. Jean III Sobieski contribua pour beaucoup à la victoire de Vienne, mais c'est l'Autriche et la Russie qui réussirent les premières à chasser la Turquie des Balkans. Le système constitutionnel polonais, assurément plein d'attrait pour la noblesse prussienne par exemple, apparut avec le temps comme synonyme de l'anarchie. Le trésor était vide, les impôts sans doute les plus bas en Europe, le pacifisme *sui generis* de la noblesse tenait à la crainte qu'une armée puissante fortifierait le pouvoir royal. Les trois atouts principaux lesquels, dans la croyance des Polonais, assuraient la force de l'Etat et de la nation, ne contribuaient donc en rien à élever la Pologne au rang de puissance européenne. L'immense superficie de la République donnait seulement l'illusion de la puissance. La Pologne dominait de la mer à la mer, mais – disait-on – le littoral ne lui appartenait pas.

Quel rôle jouait dans l'Europe monarchique le „républicanisme” polonais? Indubitablement les rois électifs n'avaient pas le même prestige et les mêmes relations que les monarques „par la grâce de Dieu”. Les intérêts dynastiques des Vasa correspondaient rarement à ceux de l'aristocratie et de la noblesse et la possibilité d'imposer une politique étrangère plus conséquente échouait devant la méfiance de la „nation politique” qui exerçait une influence croissante sur les destinées du pays. La crainte de l'absolutisme limitait la liberté de manœuvre de la diplomatie royale, laquelle devenait confidentielle et donc plus suspecte. L'interdépendance entre la motivation intérieure et extérieure de la politique étrangère – discutée en permanence dans l'historiographie allemande sous la dénomination *Primat der Innerpolitik* et *Primat der Aussenpolitik* – est une problématique complexe. C'est sans doute l'aveuglement de l'historiographie marxiste avec ses critères dogmatiques de „progrès et réaction” ou de „conditionnement de classe” qui est responsable du fait que cette thématique est relativement peu discutée en Pologne.

L'union dynastique de la Pologne avec la Saxe avait quelque chance de fortifier la position de la République en Europe, mais la politique d'Auguste II conduisant à la guerre avec la Suède s'est vite avérée désastreuse. La direction de la diplomatie déplaçant de Varsovie à Oresde et dans les postes diplomatiques il était difficile de parler d'une représentation polonaise. La renaissance du service étranger date seulement du temps de Stanislas Auguste, mais dans des conditions très défavorables à la Pologne. Depuis quelques décennies déjà la vie politique était manipulée ou directement dirigée par les grands voisins, en particulier la Russie. Commenait une période qui a été si bien définie par Henryk Wereszycki. Rappelant qu'il y a „plusieurs genres d'indépendance” il constatait que „l'Etat Polonais depuis le début du XVIIIe siècle n'était pas un Etat entièrement indépendant. Tandis que, si nous considérons le XIXe siècle, on ne peut pas prétendre que tout au long du siècle la Pologne était captive”. Conclusion: „Du début du XVIIIe siècle la Pologne oscillait entre l'indépendance et la captivité”<sup>5</sup>.

Est-ce que l'alliance avec la Prusse, si ardemment débattue pendant la Grande Diète pouvait incliner la constellation existante en faveur de la Pologne? Ou la diplomatie prussienne en était seule bénéficiaire? Nous ne reviendrons pas sur cette discussion. Ce qui nous intéresse à plus longue échéance, c'est la question de savoir si l'alliance avec la Prusse prouvait la mauvaise orientation et la naïveté de la diplomatie polonaise (comme on le lui a continuellement reproché) et aussi si l'attitude de la Prusse a approfondi la méfiance polonaise envers le voisin occidental, éliminant en pratique les futures options allemandes dans notre politique étrangère?

En 1795 la République amputée de certains de ses territoires fut rayée de la carte politique de l'Europe. Déjà le premier partage, comme l'a très bien vu le penseur, écrivain et homme politique anglais Edmund Burke, signifiait „une brèche très grave dans le système politique de l'Europe”. Burke prévoyait que la disparition de la Pologne aurait des effets désastreux. L'Allemagne – pour qui la Pologne était une barrière naturelle la protégeant de la puissance et des ambitions de la Russie – tendra, sous la houlette prussienne à l'hégémonie et occupant Gdańsk et construisant une grande flotte pourra un jour menacer la Grande Bretagne<sup>6</sup>. Burke ne pouvait évidemment pas savoir que le déplacement de la Russie vers l'Europe Centrale et une frontière commune avec l'Autriche allait développer la rivalité dans les Balkans et provoquer en fin de compte la première guerre mondiale, mais de

<sup>5</sup> Henryk Wereszycki, *Niewygasta przeszłość (Le passé inextinguible)*, Cracovie 1987, p. 285–286. Cette opinion était *grosso modo* partagée par l'autre grand historien du XIXe siècle, Stefan Kieniewicz. Cf. *Historyk a świadomość narodowa (L'historien et la conscience nationale)*, Varsovie 1982, p. 24–25.

<sup>6</sup> Citations de Burke in: Piotr Wandycz, *Partitions of Poland and the Diplomacy of the Partitioning Powers*, in: *For Wiktor Weintraub: Essays in Polish Literature, Language and History. Presented on the Occasion of his 65 Birthday*, The Hague, Paris 1975. Une brève caractéristique de l'opinion de Burke et son appréciation du rôle des partages pour l'Europe est donnée par R. R. Palmer dans son manuel: *A History of the Modern World*, 2 ed. New York 1961, p. 222–223. Palmer était l'un des peu nombreux historiens américains à tenir compte de la Pologne et de l'Europe Centrale dans ses synthèses historiques.

toutes façons ses considérations étaient absolument exceptionnelles. Pour la plupart des élites européennes la Pologne, pour citer encore Burke, „aurait pu tout aussi bien se trouver sur la lune”.

La chute de la République fermait un chapitre de notre histoire et en ouvrait un nouveau intitulé „la cause polonaise”. Sous telle ou autre forme cette question était un élément des relations internationales au XIXe siècle. Un nouveau phénomène apparut, la diplomatie de l’émigration, une diplomatie privée de sa base naturelle et des atouts qu’aurait pu lui fournir un Etat indépendant. A l’exception du temps bref de l’insurrection de novembre le XIXe siècle constitue une solution de continuité dans le fonctionnement de la politique étrangère polonaise. Stanisław Barzykowski, membre du gouvernement national en 1831 s’en rendait bien compte, écrivant que nous n’avions jamais eu de bonne diplomatie et le peu de traditions qu’il y a eu a été extirpé après les partages. „Quand donc notre insurrection est survenue, nous étions sous tous les rapports étrangers pour tout le monde, dépourvus de tous liens et de toutes amitiés”<sup>7</sup>.

Dans la dimension idéologique et révolutionnaire les partages, selon Lord Acton, hâtèrent le développement des nationalités et des nationalismes en Europe<sup>8</sup>. Talleyrand voyait dans les partages „le début, en partie la cause et dans un certain sens le prétexte des mouvements révolutionnaires qui ont embrasé l’Europe”<sup>9</sup>. Pour Metternich la polonité s’identifie avec la révolution (*Der Polonismus ist... die Revolution selbst*). De l’autre côté de la barricade, Marx et Engels considéraient la reconstruction de la République – et ceci dans ses frontières de 1772 – comme une condition indispensable à l’abolissement de l’hégémonie de la Russie tzariste et un grand pas en direction de la révolution européenne. Il y avait aussi d’autres amis de la Pologne dans différents milieux en Occident, mais ils avaient rarement de l’influence sur la politique de leurs pays.

Pour les Polonais la „cause polonaise” équivaut à une lutte incessante pour le rétablissement de la République indépendante, lutte menée de concert avec les peuples (la gauche), soit avec les gouvernements favorables à la Pologne (Hôtel Lambert de Czartoryski). L’élément moral – la réparation du crime des partages – jouait un grand rôle dans l’attitude des patriotes polonais et ce n’est que vers la fin du siècle que les nationaux démocrates abandonnèrent cette conception. „Nos luttes pour l’indépendance, nos aspirations nationales n’eussent – elles rien à voir avec les principes démocratiques et les idées humanitaires, notre cause ne serait pas aujourd’hui moins bonne,

<sup>7</sup> Cité dans *Histoire de la Diplomatie Polonaise* t. 3 1795–1918 sous la direction de Ludwik Bazyłow, Varsovie 1982, p. 220.

<sup>8</sup> „Awakened the theory of nationality in Europe, converting a dormant right into an aspiration and a sentiment into a political claim”, *History of Freedom and Other Essays*, London 1919, p. 220.

<sup>9</sup> Talleyrand à Metternich, cité par Marian Henryk Serejski *Europa a rozbiory Polski*, Varsovie 1970, p. 119.

notre droit moins sacré”<sup>10</sup>. Il convient de se souvenir de cette formule, nous y reviendrons en parlant des principes de la politique étrangère polonaise au XXe siècle.

Pour les gouvernements européens la „cause polonaise” était, dans l’ensemble, un instrument ou un atout dans le jeu diplomatique, dont on se servait au moment opportun et qu’on rangeait de côté quand il cessait d’être utile. Elle ne disparut pas complètement des agendas des gouvernements partageurs après 1870 ce que démontra dans ses travaux fondamentaux sur l’alliance des trois empereurs Henryk Wereszycki. L’historien américain R. R. Palmer, constatait que la constitution du 3 mai, objet d’incessantes discussions, était devenue bientôt „sujet dans le jeu du football international (*a game of international football*)”<sup>11</sup>. „Tout le monde s’est servi de la Pologne, personne ne l’a jamais servie”<sup>12</sup> écrivait l’homme politique français Guizot. On parlait avec beaucoup de compréhension et de compassion de la pauvre Pologne, de la tragédie polonaise, mais même l’ambassadeur britannique à Constantinople, Stratford de Redcliffe, pourtant favorable à la Pologne comparait la „cause polonaise” au Hollandais Volant: „On ne le voit jamais, il doit toujours arriver”<sup>13</sup>. De même un commentateur de la revue américaine „The Nation” écrivait que pour les orateurs américains les partages étaient pendant longtemps „l’exemple favori d’un grand forfait international” mais il ajoutait aussi que „l’intérêt pour la Pologne était chez nous en grande partie rhétorique”<sup>14</sup>.

Allant de désappointements en déceptions les Polonais reprochaient amèrement aux Français et aux Anglais leur manque d’intérêt pour la Pologne, estimant qu’il était de leur devoir d’appuyer les visées polonaises. Dans la version polonaise de la „Varsovienne” la strophe „Oh, Français! mes blessures / n’ont-elles pas de prix pour vous” est beaucoup plus forte que dans l’original de Delavigne („A nous, Français! les Balles d’Iéna / Sur ma poitrine ont inscrit mes services!”). C’était compréhensible étant donné la conviction que l’Occident avait certaines obligations morales envers la Pologne. On rappelait le rôle d’*antemurale*, dont l’importance était rarement invoquée en Occident. On soulignait l’expression de Napoléon sur la Pologne comme „clef de voûte” européenne, bien que cette opinion ne fût exprimée par l’empereur qu’à Sainte Hélène. Ce qui plus est, on essayait de prouver qu’il était dans l’intérêt des puissances occidentales d’opter pour la „cause polonaise”. Cette attitude, si elle était compréhensible chez les hommes politiques, ne l’était plus chez les historiens, dont Wereszycki écrivait ironi-

<sup>10</sup> Cité par Piotr Wandycz, *Les nationaux-démocrates et la politique étrangère de la IIe République*, „Więź”, juillet-août 1989, n° 7-8, p. 154.

<sup>11</sup> Cité par Piotr Wandycz, *United States and Poland*, Cambridge, MA, 1980, p. 46.

<sup>12</sup> *Mémoires pour servir l’histoire de mon temps*, Paris 1858, t. II, p. 274.

<sup>13</sup> Cité par Marian Kukiel, *Czartoryski and European Unity 1770-1861*, Princeton 1955, p. 305.

<sup>14</sup> Cité par Piotr Wandycz, *United States...*, op. cit., p. 10.

quement qu'ils étaient „persuadés de mieux comprendre les intérêts des pays étrangers que ceux qui les dirigeaient”<sup>15</sup>.

Dans les premières décennies du XXe siècle la „cause polonaise” semblait patauger au point mort. Les efforts de Dmowski en Russie ne donnaient aucun résultat. Vienne considérait Piłsudski et ses légionnaires comme un instrument de guerre contre la Russie, sans rien promettre en revanche. Les actions diplomatiques de Piłsudski ou Dmowski au Japon n'allaient pas au-delà des efforts de l'ancienne émigration, avec aussi peu de succès. Au XIXe siècle, à l'époque régie par le principe de l'équilibre des forces, il n'y avait pas de place pour la Pologne. Soutenir la cause de son indépendance équivalait à de tels changements sur la carte de l'Europe que ni les puissances partageantes ni même la France et l'Angleterre ne prenaient pas cette proposition au sérieux. Pour les Anglais, comme l'écrivait le diplomate connu Sir Eme Howard la Pologne „était un livre refermé et oublié remisé sur le plus haut rayon de l'étagère”<sup>16</sup>.

### **Piłsudski, Dmowski et la „conjecture” Polonaise**

L'éclatement de la première guerre mondiale – cette guerre des peuples que Mickiewicz appelait de ses prières – changea totalement la situation. Du moment que deux puissances partageantes se trouvèrent en guerre avec la troisième, de plus une guerre qui devait se dérouler sur les terres historiques de la République, la „cause polonaise” devait revenir à l'ordre du jour. La proclamation du commandant en chef de l'armée russe, le grand duc Nikolaï Nikolaïevitch du 14 août 1914 appelait à la réunification des territoires polonais, évidemment sous le sceptre des tzars. Les oppositions internes, surtout hongroises, ont empêché Vienne de soutenir une pareille initiative. Berlin, dont les premières réactions – le bombardement de Kalisz – semblaient fortifier la conviction sur l'impossibilité de l'orientation proallemande, a été obligé par le cours des événements militaires à se définir par rapport à la cause polonaise. Quand les Russes furent chassés de leur „zone d'occupation” en Pologne en 1915 le chancelier Bethmann Hollweg se trouva dans une situation où il n'y avait pas de „solution profitable et satisfaisante” de la cause polonaise. Il fallut donc choisir le moindre mal du point de vue allemand, c'est-à-dire proclamer le Royaume de Pologne, dont le caractère, le degré d'indépendance, le territoire et les liens avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie devaient être définis par la suite. Combien il fut difficile d'adopter même des mesures provisoires satisfaisantes pour les deux puissances et pouvant incliner les Polonais à organiser une armée luttant aux côtés des puissances centrales, on peut s'en rendre compte quand on pense que c'est seulement vers la fin de 1916 qu'on publia le Manifeste des Deux

<sup>15</sup> Intervention au VIII Congrès des Historiens Polonais, repris dans Wereszycki, op. cit., p. 51.

<sup>16</sup> *Theatre of Life*, Boston 1936, t. II, p. 312.

Empereurs (dit Acte du 5 novembre). Le profit que pouvait en tirer le côté polonais consistait en la possibilité de former des fondements d'un Etat polonais indépendant. De plus les Etats Centraux avaient été acculés à faire des promesses à la future Pologne.

La France fut favorable à l'appel du grand duc Nikolai Nikolaïevitch, surtout parce qu'elle y voyait la garantie que la Russie ne tenterait pas de conclure une paix séparée. Le Manifeste des Deux Empereurs provoqua une intervention au parlement qui stipulait que la cause polonaise était internationalisée. Il y allait de bien plus que de la sympathie pour la Pologne. Les plans allemands d'organiser une grande *Mitteleuropa* inquiétaient l'Occident et la voie vers la *Mitteleuropa* passait fatalement par la Pologne. Selon la définition d'un historien allemand „La Pologne était la clé de l'hégémonie allemande en Europe”<sup>17</sup>. Aussi rien d'étonnant que les alliés occidentaux exerçassent diverses pressions sur la Russie qui firent que, le 25 décembre 1916, dans l'ordre du jour du tzar on pouvait lire qu'il faudrait créer une Pologne libre „composée de ses trois parties actuellement disjointes”. Quelle importance pouvaient avoir ces mots? Rappelons qu'à ce moment les Russes étaient déjà chassés de Pologne et que, quant à la Grande-Bretagne, le secrétaire d'état Balfour était contraire à l'instauration d'une Pologne indépendante. Balfour estimait que cela nuirait à la paix et à la stabilité de l'Europe. Une Pologne faible et anarchique deviendrait de nouveau l'arène d'intrigues et de conflits russo-allemands et si elle s'avisait de fonctionner (ce dont il doutait fort) c'est en tant qu'un Etat tampon entre la Russie et l'Allemagne, ce qui affaiblirait la position de l'alliance franco-anglo-russe.

Le traitement instrumental de la cause polonaise par les puissances bellicérantes n'était que trop apparent. La situation changea quelque peu après le message du président américain Wilson au Congrès du 22 janvier 1917, où il était question d'une „paix sans victoire”. La voix du président de la plus grande puissance mondiale, pour l'instant encore neutre, dont l'attitude pouvait être décisive pour l'issue de la guerre, avait un poids spécifique considérable. Usant de la Pologne comme exemple d'un problème que l'on pouvait résoudre dans le sens de la justice et de la démocratie, Wilson déclara que „les hommes d'état sont partout d'avis qu'il convient de restaurer une Pologne unifiée, indépendante et autonome” (ce dernier mot en anglais est assez imprécis). C'était évidemment renouer avec l'Acte du 5 novembre d'un côté et l'ordre du jour du tzar de l'autre, tout cela basant sur le principe Wilsonien de l'autodétermination des nations. Le président la fondait à l'époque moins sur des critères ethniques que sur la conception des gouvernements acceptés par les gouvernés.

Deux mois après le message de Wilson (et quelques semaines avant l'entrée des Etats-Unis en guerre) la révolution embrasa la Russie. Elle apporta deux déclarations concernant la cause polonaise: celle du Conseil des

<sup>17</sup> Fritz Fischer, *Germany's Aims in the First World War*, New York 1967, p. 523.

Delegués Ouvriers et Soldats de Petersbourg et celle du Gouvernement Provisoire. Dans la première nous lisons que „la Pologne a le droit d'être totalement indépendante au point de vue étatique et international" et que le Conseil forme le vœu que la nation réussisse dans sa lutte pour la formation d'un régime démocratique et républicain. Dans la deuxième on reconnaissait à la nation polonaise le droit „de déterminer librement son destin" mais il était aussi question d'une „libre alliance militaire" avec la Russie et on réservait à la constituante russe le droit de confirmer les changements territoriaux et les décisions de l'alliée. Les bolchéviques par la bouche de Lenine contestèrent le passage sur l'alliance militaire y voyant la continuation de la dépendance de la future Pologne de la Russie.

Après la révolution d'Octobre cependant, les bolchéviques ne publièrent aucune nouvelle déclaration concernant la Pologne. Malgré la publicité donnée plus tard à l'acte d'annulation unilatérale des partages (dans un document qui annulait quantité d'autres conventions de la Russie avec l'étranger) celui-ci n'avait pas grande importance du point de vue du droit international, à moins qu'il se fût agi de reconnaître le *status quo ante* d'avant 1772. Comme on sait les bolchéviques construisant leur pouvoir sur les territoires de l'ancien empire russe ne prenaient pas en considération les droits historiques puisqu'ils prônaient le droit révolutionnaire à l'autodétermination des nations. Pour contrer les nombreux attraits du programme bolchévique, surtout dans la version présentée à la conférence de Brest Litovsk, au début de 1918 Wilson proclama ses fameux Quatorze Points, dont l'un concernait l'indépendance de la Pologne. La Coalition dans sa déclaration du 3 juin confirma ce point de vue, dans un texte d'ailleurs assez embrouillé.

Quel rôle ont joué les Polonais dans la diplomatie de la première guerre mondiale qui allait leur rendre l'indépendance? Rappelons le point de départ et les deux grandes orientations – celles de Roman Dmowski et de Józef Piłsudski. Dmowski, considérant l'Allemagne comme l'ennemi principal et visant surtout à la réunion des trois „zones d'occupation" (d'abord sous l'égide de la Russie, ensuite dans la Pologne indépendante) essayait de relier la cause polonaise à l'alliance franco-russe. Face au désintéret de Petersbourg il chercha des appuis à Paris et à Londres et – du moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis – en Amérique. Dans ses démarches il fut grandement aidé par Paderewski, bien que l'influence de ce dernier sur Wilson par le truchement du colonel Edward House fût bien exagérée et d'un autre côté les idées de Paderewski n'épousaient pas exactement les conceptions des nationaux-démocrates. Le programme territorial de Dmowski que l'on disait à tort basé uniquement sur des critères ethniques prévoyait la restauration de la Pologne dans des frontières quelque peu agrandies (par rapport à 1772) à l'ouest et amoindries à l'est. Dmowski argumentait que la restauration de la Pologne contribuera sérieusement au rétablissement de l'équilibre sur le continent, équilibre compromis par l'impérialisme allemand. Il voyait la Po-

logne comme l'élément principal de la nouvelle et libre Europe Centrale, aussi favorisait-il les visées à l'indépendance des Tchèques et des Slovaques. Dmowski semblait croire que le principe de l'équilibre des forces était conforme „à la direction que prenait l'évolution de toute l'Europe", autrement dit la création de Etats nationaux en Europe Centrale. Ces Etats nouvellement créés devaient jouer un rôle capital dans l'Europe d'après – guerre en assurant un nouvel équilibre. C'était logique dans un sens et aurait été profitable à la Pologne si les alliés voulaient voir semblablement l'avenir de l'Europe. Il n'en était cependant pas ainsi.

Dmowski avait tort de croire (ce qu'il a lui-même avoué) que la Grande-Bretagne tenait à détruire la puissance allemande et non à affaiblir les Allemands qui menaçaient directement les intérêts britanniques. Sa conviction que l'Angleterre avait le plus grand intérêt à „favoriser la Pologne sur toute la ligne" faisait partie de ces illusions dont parlait Wereszycki. La cause polonaise n'intéressait pas Londres. Ce qui plus est, le fait que la France, après la chute de la Russie, voulait fortifier la Pologne et les Etats situés à l'est de l'Allemagne par son alliance, éveillait à Londres le soupçon que Paris tendait à étendre son hégémonie sur le continent. Dans ces conditions la conception de Dmowski basée sur l'équilibre des forces réalisée par la nouvelle Europe Centrale ne pouvait pas compter sur un avis favorable de Londres – bien au contraire. En même temps elle semblait contredire le programme de Wilson de l'autodétermination des nations. Ce fut parfaitement visible à la conférence de la paix à Paris où l'idéalisme de Wilson contrastait avec le pragmatisme de Lloyd George et de Clemenceau. Quant à la personnalité de Dmowski (son antisémitisme mis à part) elle était à maints égards bien accueillie en Occident mais elle irritait en même temps. Un diplomate anglais, favorable à Dmowski et à la Pologne, John Gregory disait que Dmowski était habile, logique et têtue, traits de caractère dont les Anglais ne raffolent pas.

L'apport de Dmowski et du Comité National Polonais dans la préparation des conditions pour le rétablissement de la Pologne pendant la première guerre mondiale est difficile à mesurer. On peut le surestimer en lui attribuant un rôle clef comme aussi tomber dans l'autre extrémité, prétendant que de toute manière le déroulement de la guerre aurait fait émerger la cause polonaise. La défaite des trois puissances partageantes n'était pas due aux Polonais et leur effort militaire était négligeable. Mais par la force des choses les alliées ne pouvaient pas ignorer la Pologne. Cependant ce point de vue me paraît erroné. A la question de savoir si les Polonais ont mis à profit aux maximum les conjonctures changeantes et s'ils ont rappelé à chaque occasion la cause polonaise la réponse ne peut être que positive. Grâce à Dmowski un centre d'études a été créé en Occident qui préparait systématiquement la documentation et, l'occasion venue, disposait de suffisamment d'experts pour la conférence de la paix. Dmowski entretenait de vastes re-

lations avec la diplomatie occidentale et ne se privait pas de lui souffler des formulations favorables à la Pologne. Il savait agiter la menace de la création d'une armée polonaise du côté des Etats Centraux pour arracher des concessions aux alliés. L'influence de Paderewski sur le colonel House et le président Wilson, si elle ne fut pas aussi prépondérante qu'on l'a prétendu, n'était cependant pas sans importance. Paderewski fut également pour beaucoup dans l'inscription de la cause polonaise à l'ordre du jour en Amérique en tant que question humanitaire – l'aide au pays dévasté par les belligérants – ce qui, à plus longue échéance, avait ses bons et ses mauvais côtés. Pour Wilson, en effet, la cause polonaise était devenue surtout un problème humanitaire et éthique (la libération d'un peuple asservi). On pouvait s'en apercevoir à ses réactions aux revendications polonaises strictement politiques et stratégiques.

Dans quelle mesure Paderewski pouvait pallier les décisions défavorables à la Pologne à la conférence de la paix en „travaillant” Wilson et Lloyd George – soi-disant négligiés par Dmowski – reste une question discutable. Sans doute les alliés, surtout les Anglais et les Américains étaient mieux disposés envers le grand pianiste qu'envers le leader des nationaux-démocrates, mais les sympathies et les antipathies n'expliquent pas tout. Les succès remportés par le très populaire leader grec, Venizelos ou le Tchèque Benes étaient dus au fait que leur programme ne se trouvait pas trop visiblement en collision avec les conceptions des puissances victorieuses.

Le dualisme des deux orientations était assurément nuisible, il affectait la crédibilité de la diplomatie polonaise et à certains moments il donnait l'impression d'un double jeu. La faible activité diplomatique du camp de Piłsudski était facteur de sa politique des faits accomplis sur le territoire polonais. Comme on sait, ce camp issu de la gauche, considérait la Russie tsariste comme l'ennemi principal de l'indépendance polonaise. Piłsudski se disait qu'il y avait de grandes chances que les Etats Centraux l'emportent sur la Russie avant de succomber eux-mêmes devant l'Angleterre et la France, surtout si les Etats-Unis viennent renforcer cette coalition. A partir de la défaite de la Russie, les efforts polonais devaient se tourner contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il ne faut pas voir dans cette conception une preuve du don de clairvoyance et imaginer que la politique de Piłsudski réalisait systématiquement un plan préétabli. Piłsudski était pragmatique et ennemi de toutes les doctrines strictes. Ce qui ne veut pas dire qu'il improvisait ou qu'il agissait chaotiquement.

Il était clair pour Piłsudski que la guerre affaiblirait les Etats partageurs et que dans les nouvelles conditions même une modeste force militaire polonaise pourra créer des faits accomplis. Profitant des conditions libérales régnant dans la Galicie autrichienne il créa une telle force armée (les Légions) jouant au début la carte autrichienne et ensuite même allemande. La coopération avec les Etats Centraux était purement tactique et Piłsudski ne

ratait pas une occasion pour souligner le caractère polonais des Légions. Quand les Russes furent chassés de l'ancien Royaume du Congrès il mena des enchères, selon sa propre expression, avec les Etats Centraux, exigeant des concessions politiques en retour d'un éventuel recrutement militaire. C'était un jeu très délicat et bien que l'Allemagne et l'Autriche proclamèrent la création du Royaume et sous la pression des événements consentirent à le doter d'un Conseil de Régence, fondement d'un futur Etat polonais avec même un service d'affaires étrangères, Piłsudski finalement se trouva en conflit avec les Allemands et fut emprisonné à Magdebourg. A ce moment en Russie le régime tsariste avait déjà chuté ce qui augmentait sérieusement les chances de la création d'un Etat polonais indépendant.

La conférence de la paix s'ouvrit à Paris le 18 janvier 1919. Quand le dualisme (Dmowski à Paris, Piłsudski à Varsovie) fut surmonté par une solution de compromis, la représentation polonaise n'avait pas pour autant la vie facile. Comme nous l'avons déjà souligné, à part la France prête à soutenir les revendications polonaises envers l'Allemagne dans toute leur ampleur, la politique britannique et les incertitudes de Wilson rendaient la sort de ces revendications (surtout en ce qui concernait la Silésie et Gdańsk) fort aléatoire. L'attitude de la coalition victorieuse envers la Russie plongée dans la guerre civile est assez ambivalente. Il n'était pas clair si les alliés considéraient de leur intérêt la reconstruction de la grande Russie blanche ou le soutien des visées indépendantistes des pays baltes, des Ukrainiens et des peuples caucasiens ainsi que des efforts polonais pour créer une nouvelle situation politique dans l'est européen. Le programme soi – disant fédéraliste de Piłsudski – je l'appelle soi – disant car Piłsudski de tempérament était rien moins que dogmatique – tendait à remplir l'espace entre l'Allemagne et la Russie ethnique par un bloc de pays indépendants groupés autour de la Pologne. Face à l'avance de l'Armée Rouge vers l'Occident, le conflit avec les troupes polonaises devenait inévitable.

Qu'était encore Pologne dans l'est après plus de cent ans de partages – telle était la question à laquelle on donnait plusieurs réponses. Dmowski annexait à la Pologne des territoires avec une majorité ethnique lituanienne, ukrainienne et belorusse où dominait, culturellement et matériellement la présence polonaise. Le camp de Piłsudski semblait subordonner le problème des frontières orientales aux liens fédéraux ou même plus proches encore avec la Lituanie, l'Ukraine et la Belorussie. Il y avait donc opposition entre la conception „annexiste” de Dmowski et la „fédéraliste” de Piłsudski et on ne l'ignorait pas à la conférence de Paris. Ce dualisme éveillait toutes sortes d'incertitudes et même des méfiances de la part des Ukrainiens, Lituanais et Belorussiens, nos partenaires en puissance à l'est.

La forme de la Seconde République sur la carte politique de l'Europe résultait des décisions de la conférence de Paris et de la Conférence des Ambassadeurs issue d'elle ainsi que du traité de Riga qui termina la guerre

polono-bolchévique 1919–1920. Dans les deux cas nous avons affaire à des solutions de compromis qui ne satisfaisaient pleinement ni la Pologne, ni ses voisins et dans le cas de la frontière orientale ni les grandes puissances. La frontière occidentale était stratégiquement difficile à défendre, surtout le „corridor”, ainsi appelé par la propagande allemande pour souligner son caractère artificiel. Qui savait à l’Occident que le „corridor” existait depuis la moitié du XVe siècle et que la Prusse Orientale était une création coloniale qui formellement n’avait jamais fait partie du Saint Empire Germanique? La frontière orientale était officiellement reconnue par les Soviétiques ce qui ne veut pas dire qu’elle était acceptée. De plus l’incorporation à la République des territoires habités en grande partie par des Ukrainiens et des Belorusses empêchait de les attirer dans l’orbite de notre politique orientale. Quant aux Lituaniens ils ne pouvaient souffrir que Wilno soit polonais. Ainsi donc l’héritage de la République historique au lieu de constituer un lien était source d’antagonismes entre les différents peuples qui la composaient. Ce fait était incompréhensible pour une grande partie de la population polonaise ce qui ne facilitait pas le dialogue. L’existence de plus de 30 pour cent de minorités semblait un paradoxe dans un Etat que les Polonais voyaient comme un Etat national, de plus elle permettait des menées antipolonaises dans l’arène internationale. Les Allemands y excellaient. A part les très courtes frontières avec la Lettonie au nord et la Roumanie au sud-est, frontières que personne ne contestait, la très longue frontière avec la Tchécoslovaquie englobait des segments contestés: la Silésie de Cieszyn et les territoires de Spisz et Orawa. La Silésie de Cieszyn qui fut l’objet d’un bref conflit armé en 1919, constituait toujours une source de tensions qui atteignaient parfois l’état de crise. Ce n’est toutefois pas ce qui empêchait le rapprochement entre Varsovie et Prague, si nécessaire aux deux pays en vue du danger allemand en puissance. Les raisons en étaient plus profondes. Pour la Tchécoslovaquie qui n’avait pas d’ennemis parmi les grandes puissances le ralliement à la Pologne – objet du révisionnisme allemand et de l’antagonisme soviétique – ne paraissait ni profitable ni nécessaire. Basant sa politique étrangère sur la Ligue des Nations, l’alliance avec la France (et depuis 1935 avec l’Union Soviétique) et la Petite Entente régionale, Edouard Benes le dirigeant permanent de la diplomatie tchécoslovaque n’y voyait aucune place pour la Pologne. Ce qui plus est, le ministre tchécoslovaque essayait de détourner le révisionnisme allemand de l’Anschluss de l’Autriche et le dirigeait vers Gdańsk. La diplomatie polonaise au contraire, traitait – avec des périodes d’exception – l’Autriche d’après – guerre comme une création artificielle qui ne pourrait durer longtemps. Le point de vue de Varsovie était aussi différent quant à la Hongrie. Tandis que le révisionnisme hongrois était considéré comme un danger pour Prague, l’idée d’une frontière commune polono-hongroise était soutenue par des milieux très influents en Pologne.

La position de la Pologne dans l'Europe d'après guerre n'avait donc rien d'enviable et cela constituait un vrai défi pour la diplomatie polonaise. L'historien français Louis Eisenman trouva la juste formule en écrivant: „Le malheur de la Pologne tient au fait qu'elle renaquit trop faible pour être une puissance et trop forte pour se satisfaire du statut d'un Etat moyen”<sup>18</sup>.

### L'indépendance difficile

La Pologne indépendante „éclata” comme on disait alors à la surprise d'une grande partie de la population qui s'était résignée à un état de choses existant depuis plusieurs générations. Les classes supérieures comme aussi les masses en Galicie étaient loyales et même pleines de sympathie envers l'empereur François Joseph. Jusqu'à la guerre les légionnaires de Piłsudski étaient pour beaucoup des marginaux qu'on ne prenait pas au sérieux. En 1914 la mobilisation pour l'armée russe à Varsovie s'était déroulée sans incident, la population jetait même des fleurs aux cosaques. L'entrée des légionnaires de Piłsudski à Kielce a suscité des mouvements hostiles. Ce n'est pas sans raison que dans le chant de la Première Brigade nous trouvons des reproches amers „nous luttons esseulés” et „cherchions en vain à toucher vos cœurs et vos portefeuilles”.

Evidemment l'Acte du 5 novembre, les mots qu'on n'avait pas entendu depuis cent ans sur l'armée polonaise et une université polonaise à Varsovie éveillèrent l'enthousiasme. Une ambiance semblable régnait à Cracovie, à en croire les mémoires de Daszyński, pendant le désarmement des soldats autrichiens. Mais de tomber d'une extrémité à l'autre semble être de règle dans l'histoire de la Pologne. Dix ans après la restauration du pays, l'historien et diplomate Michał Sokolnicki parlait des réactions sentimentales en politique étrangère. Il soulignait „la facilité avec laquelle on prêtait l'oreille aux préjugés, aux racontars et même aux suggestions étrangères [...] on tombait d'une extrémité à l'autre, depuis la foi naïve jusqu'à la suspicion méfiante, de l'enthousiasme aux déceptions”<sup>19</sup>. Ces brusques sautes d'humeur au Ministère des Affaires Etrangères et la cultivation d'opinions contradictoires avait été également observée par Jan Gawroński, selon lequel dans les années trente „régnait une atmosphère de menace pour le pays en même temps que le délire des ambitions de grande puissance”<sup>20</sup>. Un certain snobisme issu d'un complexe d'infériorité envers l'Occident s'alliait au mépris hautain des „petites nations”. Beck assurait que la Pologne ne prétendait pas à être autre chose qu'un Etat qui se respecte, néanmoins son ambassadeur en France, Łukasiewicz, intitulait sa brochure „La Pologne est une puis-

<sup>18</sup> *La Question de Teschen*, „La vie des Peuples”, t. 1 nr. 4, 25 Août 1920, p. 357.

<sup>19</sup> *Polacy. Sprawy obce (Les Polonais. Affaires d'autrui)* 1929, t. I, p. 483.

<sup>20</sup> *Moja misja w Wiedniu 1932–1938 (Ma mission à Vienne: 1932–1938)*, Varsovie 1965, p. 21.

sance". Quoiqu'on puisse dire et redire de la diplomatie polonaise entre les deux guerres, il faut avoir en mémoire qu'elle était dépourvue de la base économique et de la force militaire, facteurs indispensables de tous les succès sur l'arène internationale.

La diplomatie polonaise, en position de faiblesse, cherchait éperdument une alliance sur laquelle elle pourrait s'appuyer pour parer la menace allemande ou soviétique. Envers ces deux voisins il n'y avait pas d'autre terme de l'alternative que la neutralité, définie par Piłsudski après 1926 comme une règle fondamentale de l'équilibre, l'autre règle étant l'alliance avec la France et la Roumanie. Ces conceptions ne différaient guère des bases de la politique étrangère polonaise présentées en janvier 1922 par le général Władysław Sikorski et corroborées par son cabinet. En quoi donc consistaient les différences dans la pratique et la théorie de la politique étrangère polonaise dans l'entre-deux-guerres telle qu'elle se reflétait dans l'attitude des divers partis politiques? Nous essaierons de les illustrer par l'exemple de quatre ministres des affaires étrangères: Konstanty Sirmunt (11 VI 1921–6 VI 1922), Aleksander Skrzyński (16 XII 1922–26 V 1923, 27 VII 1924–5 V 1926), August Zaleski (15 V 1926–2 XI 1932) et Józef Beck (2 XI 1932–30 IX 1939). Deux seulement exercèrent leur ministère quand Piłsudski n'était pas au pouvoir (Skrzyński) ou était mort (Beck après 1935).

Le point de départ des conceptions de Skirmunt, proche des idées des nationaux démocrates, était l'identification de la sécurité polonaise avec l'équilibre des forces en Europe, issu de la victoire des coalisés. Il considérait comme indispensable le maintien de tous les traités signés après la guerre, même le traité de Trianon avec la Hongrie que la Pologne n'avait pas ratifié. Soutenant la politique de la France dans la Ligue des Nations, Skirmunt était enthousiaste du système de sécurité que la France voulait installer en Europe Centrale. L'intérêt de la Pologne exigeait le renforcement de ce système, car l'organisation de l'Europe Centrale – selon Erazm Piltz, un proche collaborateur de Skirmunt – „serait le complément logique de notre alliance avec la France, fondement de nos relations internationales”<sup>21</sup>. De là un resserrement des liens avec la Tchécoslovaquie (pacte Skirmunt-Benes) et la formule de coopération avec la Petite Entente (la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie). Envers l'URSS Skirmunt évitait de mener une politique de confrontation.

Skrzyński, le seul de ces quatre ministres, essayait de construire quelque chose dans le genre de doctrine de la politique étrangère polonaise – Janusz Pajewski l'appelle „conceptionniste”<sup>22</sup>. Skrzyński estimait que l'existence de la Pologne était indissolublement liée au nouvel ordre international instauré

<sup>21</sup> Rapport de Piltz du 5 IX 1921, cité par Piotr Wandycz, *Polska a zagranica (La Pologne et l'étranger)*, Paris 1986, p. 46.

<sup>22</sup> *Ministrowie spraw zagranicznych 1919–1939 (Les ministres des affaires étrangères 1919–1939)* sous la direction de Janusz Pajewski, Szczecin 1992, p. 12.

après la première guerre mondiale. Toute menace pour la Pologne était une menace pour la paix. Skrzyński ne se contentait pas de fonder ainsi „négativement” les raisons d’être de l’Etat polonais, il ajoutait que la Pologne doit s’efforcer à ce que ses intérêts correspondent avec les intérêts mondiaux, même si cela doit coûter quelques sacrifices. La politique étrangère doit être strictement conforme aux nécessités historiques, aux conditions et possibilités économiques du pays. Analysant les différents mouvements de la politique européenne dans les années vingt, Skrzyński considérait que la Pologne ne pouvait pas aller à contre-courant. Il s’agissait surtout de l’évolution de la politique française. Après son apogée en 1924 le système de sécurité français faiblit en faveur d’un rapprochement avec l’Allemagne dont le résultat fut Locarno (pacte sur la stabilité des frontières occidentales de l’Allemagne, sans garantie de ses frontières orientales). Bien que Skrzyński attachât une importance capitale au principe de la sécurité collective, il acceptait et même essayait de défendre l’idée de Locarno, surtout à cause de l’approbation anglaise à cet accord. Plus que les autres ministres en effet, et plus même que Piłsudski, Skrzyński rêvait d’un rapprochement avec la Grande-Bretagne, tout en se rendant compte du peu d’intérêt que cela éveillait à Londres. Cette attitude ne témoignait pas de sa naïveté politique mais au contraire d’un certain réalisme, peu d’ailleurs populaire en Pologne. Skrzyński était assez sceptique quant à l’alliance avec la France, mais ne voyait pas d’autre terme de l’alternative. Il s’engageait moins dans la problématique danubienne, bien qu’il ait essayé de se rapprocher de la Tchécoslovaquie.

Après le coup d’état du mois de mai, Piłsudski voulut garder Skrzyński au ministère. Devant le refus de celui-ci, il confia cette fonction à August Zaleski, qui, tout en se distinguant de son prédécesseur par le tempérament et le style de ses activités, poursuivait en fait sa ligne politique. C’est Piłsudski qui avait le dernier mot, mais dans les premières années de sa mission, Zaleski jouissait d’une relative liberté de mouvements, bien que parfois la diplomatie conciliatrice du ministre contrastât avec la politique du fait accompli du Maréchal. Zaleski essayait de maintenir de bonnes relations avec la Tchécoslovaquie et la Petite Entente et d’améliorer, non sans résultats, les notations de la Pologne à Genève. En outre de l’alliance avec la France et du désir de rapprochement avec la Grande Bretagne, Zaleski attachait une grande importance au principe de la sécurité collective représenté par la Ligue des Nations. La politique de Zaleski n’était pas et ne pouvait pas être efficacement spectaculaire. Il voulait que la caractérisât „la conciliation, la continuité et l’uniformité”. Il tenait à ce que les gouvernements européens ne craignent aucune surprise de la part de Varsovie et il réussit à les en persuader. Aussi la démission de Zaleski et son remplacement par le jeune et dynamique colonel Beck, âme damnée du Marechal, ne manqua pas d’éveiller quelques inquiétudes dans les chancelleries européennes.

La diplomatie de Beck jusqu'à nos jours controversée est l'objet de différentes appréciations. Il s'agit surtout des dernières années après la mort de Piłsudski, quand, selon Zaleski et d'autres critiques, la politique de Beck s'éloignait de la réalisation du testament du Maréchal. La neutralité entre l'Allemagne et la Russie s'était changée prétendument en la neutralité entre les Etats de l'Axe et l'Occident. Selon Zacharias la politique de Beck était caractérisée par l'autonomie, l'initiative, la créativité et l'action<sup>23</sup>. Il ne fait aucun doute que Beck introduisit un nouveau style dans la diplomatie polonaise. Il était parfois brutal dans sa manière de poser des questions, il soulignait le prestige et l'indépendance de la Pologne dans ses relations internationales. Zaleski s'efforçait d'atténuer l'image du Maréchal comme homme d'action ne découvrant pas ses projets et agissant par surprise, Beck au contraire forçait cette image. Le principal événement de la diplomatie du nouveau style fut au début de 1934 la signature avec l'Allemagne hitlérienne – sans consultation avec la France – d'une déclaration sur la non-utilisation de la force. Le fait que Varsovie ait su, seule, régler ses rapports avec Berlin – comme auparavant, en 1932 par un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique – fut une grande surprise pour tout le monde. Cela semblait confirmer la réalisation des règles fondamentales du Maréchal – la neutralité entre voisins, l'alliance avec la France.

En réalité les choses étaient bien plus compliquées. L'URSS soupçonnait l'existence d'un traité secret polono-allemand dirigé contre elle. En effet, pour Hitler la déclaration n'était qu'un premier pas pour assujettir la Pologne et l'entraîner à plus longue échéance dans une action commune contre l'URSS. Comme cela n'entraînait pas dans les vues de Varsovie, le sens de la déclaration – comme le vice-ministre Szembek le constata en décembre 1938 – était perçu tout à fait différemment par les deux partenaires. Cette déclaration voulait-elle montrer à la France que la Pologne n'a pas besoin de son truchement pour des pourparles avec l'Allemagne? Varsovie voulait assurément renforcer sa position dans l'alliance, jouer le rôle d'un partenaire à droits égaux, dont la diplomatie pouvait être consultée avec Paris et vice versa, mais qui n'était pas soumise au *diktat* du Quai d'Orsay. Au cas d'une guerre avec l'Allemagne le *casus fœderis* restait inchangé.

La politique de l'équilibre et de l'alliance basée sur des données nouvelles s'est avérée en pratique particulièrement difficile. Elle demandait un maximum de doigté, du tact et de la patience. Reste à savoir si le colonel Beck, à côté d'une intelligence brillante, possédait ces qualités à un degré suffisant. Son hypersensibilité sur l'honneur de la Pologne et le sien, sa foi exagérée en la force militaire polonaise, son animosité personnelle envers

<sup>23</sup> Cf. Michał Zacharias, *Polska wobec zmian w układzie politycznym w Europie w latach 1932–1936* (La Pologne face aux changements dans le dispositif politique européen dans les années 1932–1936), Wrocław 1981, p. 29. Ailleurs il énumère cinq caractères: la stabilité, la conséquence, la continuité, l'autonomie et la créativité.

les leaders français et Benes – qu'on lui rendait au centuple – faisaient que la politique de Beck n'éveillait pas la confiance et paraissait souvent peu crédible. Y avait-il la possibilité d'une autre ligne politique à un moment où la puissance allemande augmentait de jour en jour et l'Occident pratiquait l'*appeasement*? La déclaration polono-allemande de 1934 détournant les visées révisionnistes allemandes de Gdańsk vers les Sudètes permit à la Pologne de gagner du temps et d'éviter l'isolement au moment où la guerre éclata. Il ne semble pas qu'il y ait eu quelque possibilité de rapprochement avec les Soviétiques qui aurait amélioré les chances de la Pologne, mais il faut bien convenir que la diplomatie polonaise jusqu'au dernier moment refusait de croire que le Troisième Reich et l'URSS surmonteraient leurs différences idéologiques pour unir leurs forces contre la Pologne.

La critique d'une diplomatie prenant des airs de grande puissance et provoquant des incidents inutiles à Paris et à Prague paraît en grande partie justifiée. Le comportement de la Pologne pendant la crise tchécoslovaque en 1938 éveille les plus grandes réserves. Cependant la critique de la ligne fondamentale de la politique étrangère polonaise basée sur la défense de son indépendance reste peu convaincante. Ses critiques n'avancent guère d'arguments qui indiqueraient la possibilité d'une autre politique pouvant empêcher la catastrophe de septembre 1939. En dépit des croyances illusoire dans la puissance de la II<sup>ème</sup> République et les déclarations orgueilleuses de Beck, selon lesquelles la Pologne était sujet et non objet de la politique internationale et que „rien de ce qui nous concerne sans nous” – le destin de la Pologne en définitive ne dépendait pas d'elle. Comme je l'ai fait déjà remarquer, la meilleure diplomatie, quand elle n'est pas basée sur une économie puissante et une force armée considérable, n'a que peu de moyens d'agir.

### La guerre

En 1939 la Pologne ne pouvait faire autrement que de répondre „non” à Hitler. Toute option proallemande était à mon sens exclue. La défaite de septembre et l'occupation du pays par l'Allemagne et les Soviétiques ont placé la diplomatie polonaise dans une situation très difficile. Evidemment, la position de la Pologne pendant la deuxième guerre mondiale était tout autre que pendant la première. Existait le gouvernement du général Sikorski, légal et reconnu comme tel, d'abord sur le territoire de la France et après la chute de celle-ci transporté en 1940 à Londres. L'apport de la Pologne à la guerre n'était pas négligeable: les pertes considérables infligées aux Allemands pendant la campagne de septembre, la fameuse Enigma transmise aux alliés, permettant le déchiffrement des codes allemands, une petite flotte de guerre et un relativement grand nombre d'aviateurs expérimentés, les unités polonaises mobilisées en Occident et last but not least „l'Etat clan-

destin" en Pologne poursuivant la lutte contre l'occupant. Tout cela ne pouvait évidemment remplacer un Etat normal avec toutes ses structures. Etant en théorie un allié à part égale, le gouvernement polonais dépendait de ses hôtes (la France d'abord, la Grande Bretagne ensuite) et après l'entrée en guerre de l'URSS et des Etats-Unis il est devenu un parent pauvre. Ce qui plus est, à partir de 1941 la Pologne s'est trouvée dans une situation exceptionnelle, étant en état de guerre avec l'Allemagne au sein d'une coalition, dont un des trois grands piliers était l'occupant soviétique de la moitié du pays.

Le gouvernement Sikorski se composait pour la plupart de représentants de l'opposition d'avant-guerre, dont le ministre des affaires étrangères Zaleski, critique assermenté de la ligne politique du colonel Beck. Le personnage dominant était Sikorski dont Zaleski devait plus d'une fois s'accomoder, jusqu'à ce que leurs chemins se séparent à la signature de l'accord Sikorski-Majski suivie du départ de Zaleski du gouvernement. Il est évident que le problème soviétique et, conjointement, le problème des frontières polonaises dans l'avenir constituait le plus grand défi et l'attitude des alliés envers l'URSS passait par des phases diverses. Au début, les alliés occidentaux se bornèrent à déclarer qu'ils ne reconnaîtront pas les changements territoriaux effectués par la force, mais il était clair que ni la France ni la Grande Bretagne n'appuieront le programme polonais de retour à la frontière de Riga. De plus, on ne pouvait pas exclure la signature d'un traité de paix entre les Occidentaux et le Troisième Reich où les droits de la Pologne ne seraient pas respectés. Dans ces conditions, dans un premier temps, la diplomatie polonaise laissait de côté le problème soviétique pour se consacrer à l'Allemagne et à proposer une nouvelle version de l'organisation de l'Europe Centrale, basée sur l'axe Varsovie-Prague. Le gouvernement britannique, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Churchill, patronnait ces conceptions „fédéralistes”.

Parmi les directives préliminaires acceptées par le gouvernement figuraient entre autres la reconstruction de l'Etat polonais dans son intégralité en lui assurant des frontières sûres avec un large accès à la mer et la création, entre la Baltique et la Mer Noire d'un bloc de pays pouvant résister à la poussée allemande et séparant l'Allemagne de la Russie. Sikorski lui-même considérait le retour à la frontière de Riga comme hautement improbable et traitait la Prusse Orientale comme une éventuelle compensation des pertes territoriales à l'est, mais il n'en parlait pas officiellement. Les documents rédigés au Ministère des Affaires Etrangères en novembre et décembre 1939 étaient généralement fort réalistes. Ils soulignaient que la tâche principale du gouvernement devrait consister à maintenir le prestige de la Pologne, former une armée, renforcer les alliances et préciser les buts de la guerre. On ne cachait pas les difficultés de la situation. Zaleski estimait qu'en dehors de l'exigence de *restitutio integram* de la République, il ne fallait pas pré-

senter d'autres revendications territoriales. Un contraste très net apparaissait entre un certain pessimisme de Zaleski et l'optimisme du général Sikorski, par exemple en ce qui concernait l'attitude des Etats-Unis envers la Pologne. Attachant une grande importance à la création d'une forte armée polonaise en Occident et espérant la chute simultanée de l'Allemagne et de la Russie, autrement dit à la répétition de la situation après la première guerre, Sikorski consciemment ou inconsciemment voulait marcher dans les traces de Pilsudski.

Les dissensions entre Sikorski et Zaleski conduisirent en été 1940 à une crise de cabinet, sous prétexte que Sikorski avait cherché à établir un contact avec les Soviétiques. Ce problème revint avec une force accrue au moment de l'invasion allemande sur l'URSS. Sous la pression britannique, à signer l'accord dont il a été question qui laissait dans le vague le problème de la future frontière polono-soviétique. L'accord Sikorski-Majski a été maintes fois débattu et analysé. Ici je me bornerai à dire que dans la situation donnée il était sans doute inévitable. De même qu'était plus tard inévitable le conflit avec l'URSS, quand Moscou utilisa l'affaire de Katyn comme prétexte pour rompre les relations avec le gouvernement polonais de Londres en 1943. La même année Sikorski trouvait la mort dans une catastrophe aérienne à Gibraltar dans des conditions qui n'ont pas toujours été élucidées. Son successeur, Stanisław Mikołajczyk, ne jouissait pas de la même position parmi les alliés. Comme pendant ce temps le gouvernement de Benes en émigration retracta les plans auparavant assez avancés de liens futurs avec la Pologne, l'isolement diplomatique du gouvernement de Londres devenait chaque jour plus évident.

Les succès militaires de l'URSS et l'avance de l'Armée Rouge vers l'Occident préparait le terrain à la domination soviétique en Europe Centrale. La Tchécoslovaquie elle-même ne l'évita pas, bien que la politique prosoviétique de Benes contrastât avec l'attitude plus intransigeante de la Pologne. La diplomatie polonaise n'aurait pu remporter un succès que si elle eût réussi à persuader surtout Roosevelt, mais également Churchill, que l'élargissement de la sphère d'influence soviétique en Europe constituait un danger pour tout le continent et même pour l'Amérique. Ebloui par sa vision de la paix mondiale à laquelle veilleraient les USA, l'URSS, la Grande Bretagne et la Chine, Roosevelt sacrifiait facilement les intérêts des moindres Etats et nations. A Yalta il déclara qu'en fait il n'y avait pas eu de gouvernement polonais depuis 1939. Il évitait à tout prix d'irriter les Soviétiques. Les protestations américaines contre ceux-ci pendant l'insurrection de Varsovie ou plus tard pendant le procès des seize furent soigneusement étouffées.

Dans ces conditions le gouvernement de Tomasz Archiszewski à Londres, ignoré par les alliés, ne pouvait remplir que la fonction de „gouvernement de protestation nationale” contre les décisions imposées à la Pologne.

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale s'ouvrait un nouveau chapitre de notre histoire.

### **La République Populaire de Pologne et les propositions de l'émigration**

„La défaite dans la victoire”, le retrait de la reconnaissance au gouvernement de Londres et la reconnaissance du régime communiste en Pologne fut à l'origine d'un dualisme *sui generis*. D'un côté existait un Etat polonais (postérieurement la RPP) avec un gouvernement et une représentation diplomatique à l'étranger, dont la position dans le monde dépendait du Kremlin. De l'autre un gouvernement en émigration de plus en plus symbolique avec différents centres d'activité essayant de représenter la Pologne libre. Le seul point commun entre l'émigration et la RPP était la défense solidaire de la frontière Oder-Neisse. Dans les pages précédentes j'ai essayé de montrer le rôle de la diplomatie polonaise dans la naissance et la chute de la IIème République. Mais peut-on parler légitimement de diplomatie polonaise dans les années 1945–1989?

L'appartenance au Pacte de Varsovie et au système économique de l'Est, même en faisant abstraction de la dépendance du parti polonais, limitait les possibilités d'action de Varsovie. Les changements intervenant pourtant au sein du bloc permettaient certaines dérogations et agrandissaient le champ de manœuvre. Les principes de la politique étrangère, formulés sans doute le mieux par Alfred Lampe durant la guerre, renouaient avec la conception des Piast prônée par Dmowski, tout en la garnissant d'un nouveau contenu idéologique. Lampe condamnait la politique antirusse („conditionnement de classe”) de la Première et Seconde République. Il dessinait la frontière orientale de sorte à ce que ne se trouvent pas en Pologne les territoires à minorité ukrainienne, bielorussienne et lituanienne. La seule menace pour la Pologne c'était l'Allemagne, le seul allié sur lequel s'appuyer c'était l'URSS. En retour les Soviétiques ne pouvaient avoir confiance qu'en une Pologne démocratique (lire communiste). Du moment que la frontière occidentale a été tracée le long de la ligne Oder-Neisse et n'était pleinement reconnue que par l'Union Soviétique, cette dernière devenait automatiquement garante de la sécurité de la Pologne. L'union entre la politique intérieure et la politique étrangère était indissoluble.

L'„octobre polonais” (1956) le démontra positivement. Une certaine libéralisation intérieure s'accompagnait d'un champ de manœuvre agrandi dans la diplomatie. A preuve le Plan Rapacki qui, bien qu'approuvé par Moscou (il ne pouvait en être autrement) répondait aux intérêts polonais, tels qu'on les entendait à Varsovie. La proposition de créer une zone désarmée et dans une version ultérieure même partiellement démilitarisée en Europe Centrale (Pologne, Tchécoslovaquie, RDA et RFA) avait pour but

la neutralisation du révisionnisme allemand. S'agissait-il aussi de réduire les possibilités du Kremlin de jouer la carte allemande contre la Pologne? Il semble que oui. A partir de la fin des années cinquante un certain pluralisme se laissait percevoir dans le bloc, également dans le domaine de la politique étrangère. Très manifeste dans le cas de la Roumanie, il était aussi perceptible dans le triangle Moscou-Varsovie-Berlin. Les buts de ces trois capitales n'étaient pas toujours identiques. Bien sûr, il y avait des limites infranchissables pour les pays satellites. A preuve la sanglante repression de la révolution hongroise en 1956 ou l'intervention en Tchécoslovaquie douze ans plus tard.

L'émigration polonaise restait en Occident afin de protester contre l'asservissement du pays et pour essayer d'influencer les milieux dirigeants et l'opinion publique aux Etats-Unis, en Angleterre et en France. Son activité se manifestait à différents niveaux, à commencer par des actions politiques, l'élaboration de différents memoranda, la participation au Comité de l'Europe Libre, à Radio Free Europe, ou à l'Assemblée des Pays Européens Asservis (ACEN) pour terminer par des travaux conceptuels, dans lesquels un rôle prépondérant jouait la „Kultura” de Paris et son entourage intellectuel. De nombreux savants et chercheurs polonais travaillaient dans divers instituts scientifiques et écoles supérieures.

Les calculs du début sur un prochain conflit de l'Occident avec l'URSS rendaient plausible la création d'un „Etat en émigration” représentant la Pologne. Quand ces espoirs s'avèrent illusoire et l'„octobre polonais” révéla les possibilités nouvelles d'agir en Pologne l'émigration – qu'elle basât sur l'évolutionnisme ou qu'elle fût plus sceptique – commença à se réorganiser pour aider le pays. Les contacts avec la Pologne se multiplièrent et la pensée politique indépendante put franchir les frontières. Le Londres polonais optait pour la frontière de Riga à l'est et l'Oder-Neisse à l'ouest, mais la „Kultura” prônait la reconnaissance bénévole de la frontière orientale existante, c'est-à-dire de Wilno lituanien et de Lwow ukrainien. Le principal idéologue de „Kultura” et le collaborateur le plus proche de Jerzy Giedroyc, Juliusz Mieroszewski, développa largement la conception d'une politique étrangère, dont les éléments principaux restent toujours d'actualité.

Mieroszewski tenait pour acquis que dans l'Europe d'après guerre la souveraineté nationale devra être limitée en résultat des compromissions inévitables entre les nations. Pour ce qui est de la Pologne il rejetait les idées „mégalomanes et anachroniques” d'*antemurale* et de „clef de voûte”. La cause polonaise est devenue indissolublement liée à la cause de l'Europe Centrale, mais Mieroszewski ne prônait pas le retour à l'„idée Jagellone” ou au „fédéralisme” de Pilsudski. Il se sentait plus proche des idées de la Société Démocratique au temps de la Grande Emigration, qui préconisait le partenariat avec l'Ukraine, la Lituanie et la Belorussie, mais dépourvu du fer de lance antirusse. Ce territoire qu'il nommait ULB jouait toujours un

rôle capital, nous condamnant „soit au rôle d'impérialiste, soit au rôle de satellite”<sup>24</sup>. Les Polonais, soutenait Mieroszewski, „feraient preuve d'une grande immaturité politique si dans des conditions changées ils manifesteraient la haine du Russe”<sup>25</sup>. Le don de clairvoyance de Mieroszewski lui permettait de voir d'une part l'Allemagne réunifiée, de l'autre l'URSS désintégrée, ce qui pouvait produire le chaos. Ecrivant dans les années soixante il souhaitait que l'URSS se transformât en un moderne Commonwealth.

### La seconde indépendance et nouvelles perspectives

La désintégration de l'Union Soviétique, la dissolution du Pacte de Varsovie et de l'Organisation Communautaire d'Aide Economique, le retrait des armées soviétiques de l'Europe Centrale, la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes et de l'Ukraine peuvent être considérés comme les événements finaux du bref (1914–1989/92) XXe siècle. Une nouvelle situation est née, infiniment profitable à la Pologne. La Troisième République se trouve maintenant entre une Allemagne intégrée à l'Europe et la Russie avec laquelle elle voisine directement sur une moindre échelle et – ce qui est capital – l'Ukraine. La frontière Oder-Neisse a été officiellement reconnue par les grandes puissances et l'Allemagne réunifiée. Dans ces conditions, la menace du côté de l'Allemagne et de la Russie, tellement caractéristique de la première moitié du XXe siècle, qui eut pour résultat la perte de l'indépendance et d'une grande partie du territoire national, changea radicalement. L'Allemagne liée de plus en plus étroitement à la communauté européenne cessa de menacer la Pologne. Les résultats d'une quarantaine d'années de la division de l'Allemagne s'avèrent plus durables qu'on ne pensait – le désir de s'agrandir vers l'est sous la bannière du révisionnisme appartient au passé. Ce qui plus est, l'entrée (ou le retour) de la Pologne dans l'Europe s'effectue dans une grande part à travers l'Allemagne et avec l'appui de l'Allemagne. Est-ce à dire que la sujétion de la Pologne à l'égard de l'Allemagne en sera augmentée? Au sens économique, sans doute, ce qui ne veut pas dire que cela se traduira par l'achat massif des terres et de l'industrie. L'Allemagne est actuellement le plus efficace économiquement et le plus stable (malgré des affaires sporadiques, comme celle de Kohl) des pays du continent. Les Allemands jouent et joueront les premiers violons, mais cela ne veut pas dire que la Pologne deviendra leur *Hinterland*. Le développement économique du pays, également après l'entrée dans l'Union Européenne dépendra dans une grande mesure des Polonais eux-mêmes et de leur capacité à s'adapter à de nouvelles conditions et à jouer le jeu de la concurrence.

<sup>24</sup> *Materiały do refleksji i zadumy (Matériaux pour des réflexions nostalgiques)*, Paris 1976, p. 180.

<sup>25</sup> *Ewolucjonizm (Evolutionnisme)*, Paris 1964, p. 29–31.

L'entrée de la Pologne dans l'OTAN, réalisée en 1999 en dépit des diverses protestations, surtout de la part de la Russie<sup>26</sup>, eut une importance considérable. Au point de vue psychologique et symbolique elle abolissait la division de l'Europe décrétée par Yalta. Du point de vue stratégique et politique il était dans l'intérêt de la Pologne que le système bipolaire ne se reproduise pas et que la Pologne (avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie) ne se retrouve pas dans la zone neutre ou tampon, exposée aux menaces en puissance du côté de l'est. Je ne veux pas dire par là qu'il faille craindre une agression militaire de la part de la Russie. Sa probabilité est actuellement presque nulle. Mais ces „zones grises” ont la particularité de constituer une tentation ou une invite pour des Etats révisionnistes qui désirent retrouver une position perdue. L'exemple allemand après la première guerre mondiale – et il y a une parallèle à faire entre l'Allemagne qui a essuyé en ce temps-là une défaite et l'URSS qui a perdu la guerre froide – est suffisamment déprimant. Pour le développement de la Russie en direction de la démocratie il importe que soient exclues toutes possibilités de revanche. Nous touchons ici encore au problème de l'interdépendance de la politique étrangère et de la politique intérieure. Il y a quelques années Kazimierz Dziwanowski écrivait que la politique étrangère russe „joue un rôle servile face aux besoins immédiats de la politique intérieure”<sup>27</sup>. La guerre en Tchétchénie semble lui donner raison.

Concentrant leurs efforts sur l'admission de la Pologne dans l'OTAN, le seul système effectif de sécurité mutuelle fonctionnant sous l'égide des Etats-Unis, les ministres successifs des affaires étrangères déclaraient qu'il est dans l'intérêt de la Pologne de favoriser l'indépendance et la démocratisation des nouveaux Etats d'une part et l'aide en Russie aux processus contraires à l'ancienne option impérialiste de l'autre. Les thèses de Mieroszewski sur l'importance capitale pour la Pologne et les relations polono-russes des territoires ULB redevinrent d'actualité. Restait pourtant un dilemme que la revue „Kultura” n'est pas parvenue à solutionner, à savoir comment concilier la coopération avec l'Ukraine et les pays baltes avec de bonnes relations avec la Russie? En ce sens la rivalité séculaire polono-russe concernant l'espace ULB n'appartient pas seulement au passé et il faut toujours en tenir compte. En comparaison avec l'époque de l'entre-deux-guerres les relations de la Pologne avec la Lituanie, l'Ukraine et même la Belorussie se sont améliorées. La perte des confins orientaux, si douloureuse qu'elle fut pour les Polonais, a fait que les questions territoriales ne viennent plus troubler ces relations. La formation des bataillons communs polono-lituanien et polono-ukrainien est un symbole de cette coopération plus étroite.

<sup>26</sup> Les réactions russes furent très émotionnelles. En essayant de stopper l'entrée de la Pologne dans l'OTAN on utilisait même l'argument paradoxal, selon lequel la Pologne devrait revenir à la politique de l'équilibre pratiquée du temps de Pilsudski.

<sup>27</sup> *Polska w sercu Europy (La Pologne au cœur de l'Europe)*, Varsovie 1995, p. 98.

Peut-on dire pourtant que n'existe plus – sous une forme presque méconnaissable – l'ancien dilemme entre l'orientation orientale et occidentale? S'intégrant à l'Europe Occidentale la Pologne deviendra le pays de la communauté le plus avancé vers l'est. Si elle se sépare de l'Orient – particulièrement de l'Ukraine – elle perdra la possibilité de coopérer, d'influer et de jouer son rôle d'agent de liaison. Il est très important que la frontière sur le Bug ne se transforme pas en l'équivalent européen du Rio Grande, qui sépare les riches Etats-Unis du pauvre Mexique. Le problème de la légale ou semi-légale émigration économique, entraînant à sa suite aussi des éléments plus ou moins criminels est visible dès à présent, mais les dernières recherches démontrent qu'à la longue le nombre des émigrants en puissance ne sera pas tellement exagéré.

Comme on sait, en politique il n'y a pas de solutions idéales et généralement on doit choisir le moindre mal. Est-ce que la diplomatie polonaise de la dernière décennie et ceux qui la dirigèrent – Skubiszewski, Olechowski, Bartoszewski, Rosati et Geremek – ont su profiter des conditions existantes et trouver des solutions au moins partielles au dilemme Est-Ouest? Le Club de la Pensée Politique du nom de Mieroszewski récemment créé à Cracovie affirme dans sa déclaration de programme que „durant les 10 années de la République indépendante les élites polonaises [...] n'ont créé aucune doctrine cohérente qui puisse devenir la base de la politique orientale polonaise”. Assurément, mais était-ce vraiment possible? Malgré tout, la Pologne a reconnu la première l'indépendance de l'Ukraine et les tentatives d'améliorer les relations avec la Russie étaient sabordées à Moscou. Il ne fait aucun doute qu'une politique orientale centrée à la fois sur Kiev et Moscou rappelle parfois les problèmes de la quadrature du cercle. La situation est rendue plus difficile par le nervosité des partenaires, les anciennes animosités et les visées nationalistes qui ne se laissent pas si facilement oublier.

Dans le secteur sud la diplomatie polonaise a commencé par avoir du succès en propageant l'idée de la coopération régionale – polono-hongroisotchécoslovaque – au sein du Triangle de Vysehrad. Ce groupe s'est exprimé solidairement sur l'OTAN et il a initié une zone de libre commerce. Ces initiatives de coopération étaient d'autant plus précieuses qu'elles abolissaient la conviction, bien ancrée en Occident, sur l'impossibilité de la coopération des pays et des nations de cette région. Il y eut cependant quelques analogies avec le passé: la similitude entre la politique de Benes et celle de Klaus, considérant les liens avec la Pologne comme secondaires.

Les considérations sur la position actuelle de la Pologne dans les relations internationales et les points directeurs de sa politique étrangère seraient incomplètes si on ne tenait pas compte d'un plus large contexte. Il s'agit des changements révolutionnaires qui interviennent actuellement dans le monde. En premier lieu il s'agit des processus de globalisation, dans le do-

maine économique mais plus encore dans l'informatique. On parle d'un monde qui se transforme en un „village global électronique”.

Je ne vais pas m'approfondir sur les phénomènes qui s'aggravent, tels les différences de plus en plus grandes entre la richesse du monde euroatlantique et la pauvreté des autres continents, les révolutions dans l'économie (dans les méthodes de production, l'emploi, les finances, etc.) à une échelle difficile à saisir, l'explosion démographique et les menaces pour l'environnement, la crise écologique, l'hiatus entre les tendances démographiques qui changent les proportions traditionnelles entre les différents peuples et des continents entiers, les mouvements migrants etc. etc.

Après la chute des régimes totalitaires s'ensuivirent des processus de démocratisation – on avança même la thèse sur la victoire définitive et globale de la démocratie et de l'économie libérale. La thèse dite de „la fin de l'histoire” s'avéra cependant prématurée. D'un côté apparut un certain vide idéologique avec toutes ses conséquences comme le postmodernisme dans la culture, le relativisme, la crise de la morale traditionnelle, le terrorisme, l'augmentation de la criminalité, le culte des narcotiques. De l'autre se fit jour un nationalisme farouchement antiglobaliste ou un fondamentalisme à base religieuse. Bien que les craintes pour l'identité nationale issues des processus d'unification ne soient pas tout à fait infondées, il convient de souligner les différences entre le souci patriotique du caractère national et de l'héritage spirituel et le chauvinisme agressif.

Les défis globalistes et les réactions qu'ils suscitent posent de nouvelles tâches devant l'Etat et sa politique étrangère. La conception traditionnelle de la souveraineté connaît des restrictions dans presque tous les domaines. L'ingérence des organes internationaux dans la vie de certains Etats et nations (exemples: l'affaire de Kosovo, les problèmes du général Pinochet ou ceux de Haider) demande un autre style de pensée et d'action. Cela concerne tout particulièrement un pays comme la Pologne qui connut des crises profondes tout au cours du XXe siècle et dont les traditions plongent très profondément dans le passé. L'influence sur la Pologne de tous ces phénomènes énumérés plus haut est dans certains domaines manifeste, dans d'autres plus difficile à évaluer.

Conscient des différences de développement, du phénomène de continuité et celui de solution de continuité l'historien tente de chercher des analogies et des contrastes, des enchaînements de causes à effet, tâchant d'englober la pluralité d'événements et de directions. Le passé, le présent et l'avenir forment un tout indissoluble, mais souvent le passé se découvre seulement aujourd'hui. D'avoir surmonté les périodes les plus pénibles dans l'histoire de la nation permet de nourrir l'espoir que la Pologne – s'adaptant à la réalité changeant radicalement – restera elle-même. Elaborant une stratégie internationale, la diplomatie d'aujourd'hui doit être ancrée plus pro-

fondément que jamais dans la société, en accentuant son „support intérieur”,<sup>28</sup>.

Les expériences du passé ne peuvent gêner les décisions à prendre et empêcher la naissance de nouvelles initiatives, mais ne peuvent non plus être rejetées dans le néant. Cette conviction a guidé mes remarques sur la situation internationale de la Pologne vue dans une perspective historique. N’ayant pas de recettes sûres pour le succès, j’ai essayé de donner au lecteur un peu de „Matériaux pour des réflexions nostalgiques” pour utiliser le titre d’un ouvrage de Mieroszewski.

traduit du polonais par  
Georges Lisowski

---

<sup>28</sup> Intéressantes considérations sur ce sujet in Roman Kuzniar (sous la direction de) *Krajobraz po transformacji. Środowisko międzynarodowe Polski lat dziewięćdziesiątych (Le paysage après la transformation. Le milieu international de la Pologne des années quatre-vingt-dix)*, Varsovie, 1992.